



Compte-rendu du CTL du 7 décembre 2021

Après lecture des déclarations liminaires, M. Girault répond qu'il est effronté mais s'assume. Selon lui les réorganisations liées au NRP se déroulent bien et le calendrier est respecté.

Les travaux étaient connus depuis longtemps et il ne partage pas l'idée d'un monde arrêté ou l'on regarde derrière pour aller devant.

M. Girault précise que ce département n'est pas en avance par rapport à d'autres, qu'il n'a pas voulu tout bousculer lors de son arrivée. Il n'a pas de plan caché en ce qui concerne les évolutions de la mission foncière qui représente cependant une préoccupation majeure en raison de la charge à venir, la révision foncière des locaux d'habitation.

Il y a des consignes nationales mais pas d'obligation en matière d'organisation. Certains départements ont mis en place un PELH, pour d'autres cette structure est en cours d'installation. Il souhaite prendre le temps de la concertation sur 6 ou 9 mois, mais ajoute « qu'il ne faut pas qu'on traîne sur le chantier ».

Il entend les craintes des agent·es face au changement et continue à prôner le collectif. Selon lui, il suffit juste que les agent·es apprennent à se connaître.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 ne milite pas pour un monde arrêté mais demande un bilan des restructurations en place pour ne pas continuer à avancer à marche forcée, au détriment du service public et sans prendre le temps de constater ce qui fonctionne et ce qui ne se passe pas bien.

S'il n'y a pas de « plan caché » pour la mission foncière, qu'en est-il de l'évolution des structures pour le département dans un futur pas si lointain quand un document de travail pour une réflexion sur l'avenir des EDR évoque le regroupement des SIP, des SIE et des Trésoreries hospitalières et un service départemental de Publicité Foncière ?

A cette question, nous n'obtenons pas de réponse claire, juste quelques propos confus évoquant des idées sur une organisation générale pour le futur de l'équipe EDR.

En ce qui concerne le Fonds d'amélioration du cadre de vie au travail, M. Girault espère des propositions aussi riches que possible.

Pour **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** la participation des collègues est essentielle et nous incitons les collègues à faire remonter leurs propositions pour que ce budget alloué leur apporte de vraies améliorations de leur cadre de vie au travail.

I : Nouveau réseau de Proximité (pour avis)

1 : Création du SGC de Montreuil-sur-Mer par transformation de la Trésorerie de Montreuil, le transfert intégral de l'activité SPL des Trésoreries de Campagne-les-Hesdin, Berck et Le Touquet Paris-plage au 01/09/2022 :

Les emplois concernés par ce projet sont :

Structures au 1er janvier	CSC et IDIV HC	IDIV CN	A	B	C	TOTAL	Observations
---------------------------	----------------	---------	---	---	---	-------	--------------

CRÉATION DU SGC DE MONTREUIL SUR MER							
Trésorerie Montreuil-sur-Mer	1		3	6	6	16	
Trésorerie Campagne-lès-Hesdin		(1)	(1)	5	2	7	(1) Les emplois de A+ et de A de la TS de Campagne est mis à la disposition du directeur
Trésorerie Berck-sur-Mer	1			2	1	4	
Trésorerie Le Touquet Paris-plage	(1)		(1)	1	1	2	(1) Les emplois de A+ et de A de la TM du Touquet sont mis à la disposition du directeur
SGC de Montreuil-sur-Mer	2		3	14	10	29	

Les données chiffrées pour l'année 2020 sont :

Trésorerie	Nombre de budgets	Nombre lignes titres	Nombre lignes mandats	Nombre de régies
Trésorerie Montreuil sur Mer	110	187801	104165	128
Trésorerie Campagne-lès-Hesdin	142	26184	49994	100
Trésorerie Berck	28	6133	24400	62
Trésorerie Le Touquet Paris-Plage	23	9239	32354	65
Total	303	229357	210913	355

Au sens de la Prime de Restructuration de service, les distances retenues sont :

- Berck-sur-mer/Ecuire : 15 km,
- Campagne-lès-Hesdin/Ecuire : 11,8 km,
- Le Touquet-Paris-Plage/Ecuire : 19 km.

Les transports en commun entre ces communes étant inexistant, M. Girault prévoit d'aller à la rencontre des élu·es des EPCI puisque ce point relève de leur compétence. Il conseille de penser au co-voiturage.

Autrement dit, on vous oblige à faire des kilomètres supplémentaires pour venir travailler, à vous de trouver une solution pour ne pas augmenter votre empreinte carbone.

Le responsable du SGC de Montreuil sera Valéry Wimetz.

La nouvelle structure gèrera le plus grand nombre de budgets dans le département.

Des travaux de traitement des sols et des cloisons ont dû être faits à Montreuil en raison de la présence d'amiante. Le plateau du 1^{er} étage a été entièrement libéré et traité.

La direction précise qu'ils sont actuellement en réflexion pour l'installation du futur SGC rien n'est encore arrêté.

Dans le cas où il y aurait encore de la place il est envisagé d'accueillir des services extérieurs comme la DDTM.

Des visioconférences ont été faites avec les agent·es pour exposer le dispositif d'accompagnement RH et apporter des éclaircissements sur le sujet des priorités pour le mouvement local après

réorganisation et la Prime de Restructuration de service qui devrait être versée en octobre voire novembre.

Le transfert de la mission recouvrement interviendra le 2 janvier. Les agent·es qui suivent la mission devraient être informé·es dans la semaine des modalités de leur installation à Montreuil.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 revendique un bilan sur les Services de Gestion Comptable déjà créés. L'organisation du travail en SGC ne permet pas une grande diversité des tâches et s'apparente plus à du travail à la chaîne. Nous aurions également souhaité a minima bénéficier de l'avis du médecin de prévention et de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail (ISST), sur l'impact probable de ce bouleversement sur les collègues habitués à exercer des tâches très diversifiées à qui ont laissé entendre qu'il·elles vont suivre leur mission.

2 : Mise en place de conseillers aux décideurs locaux (CDL)

Tableau des effectifs concernés par la mise en place des CDL :

Effectifs des services directement concernés					
Effectifs implantés (TAGERFIP au 01/09/2021)					
	AFIPA	IP	IDIV	A	Total
Conseillers aux décideurs locaux (01/01/2021)			3		3
Conseillers aux décideurs locaux (01/09/2021)		1			1
Conseillers aux décideurs locaux (01/01/2022)	1	1	3	1	6
Conseillers aux décideurs locaux (01/09/2022)		1	1		2
Total	1	3	7	1	12

Le réseau comportera 22 CDL à terme. L'Afipa aura la double mission de CDL auprès de la CU d'Arras et d'animateur du réseau. Le pilotage étant assuré par la Direction.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 aurait souhaité un retour des collectivités sur les SGC et les CDL.

Nous avons également posé de nouveau la question de l'incompatibilité électorale.

Selon les dispositions de l'article 2122-5 du Code Général des Collectivités Territoriales « ...Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes ne peuvent être maires ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions, dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation... »

La Direction s'est engagée, de nouveau, à nous répondre sur ce sujet.

Un questionnaire de satisfaction a été adressé aux communes de la CALL (Communauté d'Agglomération de Lens Liévin). Il y a eu très peu de retour des collectivités, le taux de satisfaction est de 86 %.

La Direction souhaite une mutualisation des compétences et surtout éviter qu'il y ait un référent sur tel ou tel point.

Les collectivités ont parfois des questions fiscales très complexes, notamment en matière de TVA.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 rappelle que ces questions étaient auparavant posées au comptaible qui demandait l'expertise du SIE.

3 : Mise en place des accueils de proximité

Il existe dans le département 28 Espaces France Service. Il y en aura 39 fin 2022.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 s'oppose fermement à cette destruction du service public, comme nous l'avons déjà affirmé lors de précédents CTL et continueront à le faire.

Vote :

CGT : Absent

FO : Contre

SFP : Contre

CFTC : Contre

UNSA : A quitté la séance à 12h04 et ne participe donc pas au vote.

Du fait de l'absence de vote de l'UNSA le projet ne sera donc pas représenté.

II : Fusion du SPFE de Boulogne 1, du SPF de Boulogne 2 et du SPF de Saint-Omer (pour avis)

Les emplois concernés par ce projet sont :

SPFE Boulogne-sur-Mer 1	SPF Boulogne-sur-Mer 2	SPF de Saint-Omer
1 Idiv HC	1 Idiv HC	1 Idiv CN
2 A	/	/
12 B	5 B	6 B
4 C	2 C	1 C

La structure fusionnée comptera donc, en termes d'emplois :

1 IDIV HC

2 A

23 B

7C

1 poste d'IDIV HC et 1 poste d'IDIV CN seront mis à la disposition du directeur.

Concernant les collègues, la direction nous informe que sur les 6 B de St Omer, 2 souhaiteraient du travail à distance en attendant leur départ prochain à la retraite, 2 souhaitent rejoindre Boulogne et 2 n'ont pas donné de réponse (l'un·e d'eux·elles part prochainement à la retraite).

M. Girault précise que tout emploi au Tagerfip, s'il n'est pas gelé au mouvement, disposera d'un poste de travail. La situation est donc provisoirement inadaptée. Il ajoute qu'il mettra les emplois nécessaires et que l'Accès des Notaires au Fichier est appelé à se développer. Il précise également que les SPF ont été renforcés en emplois sur les deux derniers exercices.

Pour SOLIDAIRES Finances Publiques 62 toutes ces précisions nous conduisent à craindre que le nouveau service fusionné soit fortement impacté par les suppressions d'emplois.

Vote :

FO : refus
SFP : contre
CGT : absent
CFTC : contre
UNSA : ne vote pas

III : Questions Diverses

Nous avons adressé les questions en amont du CTL :

* Pouvez-vous nous indiquer quelles démarches devront effectuer les agent.es pour bénéficier de l'indemnité pour télé-travail ?

La Direction n'a pas de consigne pour le moment.

* Pouvez-vous nous indiquer si une note départementale est prévue pour le forfait mobilités durables de 2021 ?

La note est en cours d'élaboration et sera envoyée dans les prochains jours.

* Nous souhaitons un point sur les contractuel.les à la DDFiP62, quelles missions sont concernées ? Il y a actuellement 1 poste au SGC de Lens, 1 à Henin Beaumont et 1 à Calais CH dont le contrat se termine à la fin du mois, 2 recrutements au CDC de Lens de Catégorie C, 1 poste de gardien à Béthune et 1 CDL A+.

* L'Inspecteur Santé Sécurité au Travail a-t-il fait des visites de sites sur les services restructurés par le NRP. Si oui, pouvons-nous en obtenir les bilans ?

Il n'y a pas eu de visites pour le moment sauf sur le site de Lens.

* Pouvons-nous avoir le compte-rendu du dernier GT EDR ?

Deux agents ont participé au groupe de travail, le compte rendu est en cours. Un groupe de travail sera réuni sur le sujet avec les organisations syndicales.

* La cible de 80 % des collègues équipé.es en ordinateur portable est-elle atteinte? Plusieurs collègues ont des ordinateurs de marque DELL dont l'allumage peut être très long, pourront-il·elles être équipé·es d'un autre matériel ?

La cible est quasiment atteinte, un peu plus de 79 % sont équipé·es. Actuellement les agents en VPN 15 passent en VPN 10, ce qui ne compte donc pas dans les statistiques.

* y aura-t-il un·e nouveau·elle collègue de la SNCF à la trésorerie Amendes ?

Une proposition pour accueillir un·e deuxième agent·e SNCF avait été faite mais la Direction n'avait pas connaissance du départ prochain de l'agent présent actuellement à la Trésorerie Amendes.

* Concernant le centre de contacts, la surveillance des pauses des collègues est-elle résolue ? en ce qui concerne leurs missions, vont-ils·elles devoir répondre à des questions patrimoniales ? si oui, quel en est le niveau de technicité ?

La Direction confirme un suivi d'activité un peu hors norme des agent·es. La mission SRP a confirmé que, sur le temps de téléphone, les agent·es bénéficient uniquement de deux pauses de 20 minutes au total. Toute position doit être indiquée dans le bandeau. C'est le seul métier où tout est minuté.

* Pouvez-vous faire une publication à l'ensemble des collègues sur la démarche à effectuer pour pouvoir demander un fauteuil si le leur est abîmé ou cassé ? De plus, une formation pour les gestionnaires de site est-elle prévue ?

M. Gaucher trouve la question étrange puisqu'il affirme que lorsqu'un fauteuil est demandé, il est fourni.

* Pouvez-vous faire remonter que, en ce qui concerne les concours, il serait utile d'ouvrir les portes de la salle avant le début de l'heure indiquée sur la convocation (les candidat.es ont dû attendre sous la pluie et dans le froid) ?

La Direction ne maîtrise pas l'organisation des concours mais va faire remonter l'information auprès du service compétent.

* Quand le questionnaire sera-t-il envoyé pour le fonds d'amélioration du cadre de vie des agent.es ?

Il est encore en cours d'élaboration et sera envoyé au plus tard la semaine prochaine.

* La question récurrente des toilettes de Lens devient de plus en plus problématique, le vieillissement des immeubles n'arrangera pas ce sujet, qu'avez-vous prévu pour permettre aux collègues de travailler dans de bonnes conditions ?

M. Gaucher précise que 15 chasses d'eau ont été remplacées à Lens. Il y a un problème important de calcaire. La canalisation est prise dans une dalle béton à l'extérieur du centre. Une entreprise doit gérer le problème.

Vos élu·es **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE, Titulaires

Pascal PEIREIRA, Céline VANDEN-BROECK, suppléant·es

Arnaud VANHOUCKE expert

